Séance du 01 septembre 2025

L'an deux mil vingt-cinq, le un septembre à dix-neuf heures et trente minutes, le Conseil Municipal de la Commune, régulièrement convoqué s'est réuni, en session ordinaire, à la salle de réunions, sous la Présidence de Monsieur Pascal THEVENOUX, Maire.

Convocations en date du 22 août 2025

Présents : Pascal THEVENOUX, Christophe RONGET, Xavier ANGLEYS, Thierry POUJOL, Françoise BICHARD, Béatrice BROUETTE, Hervé CHATEAU, Maxime DUCAROUGE, Ludovic GOGUE, Didier MAURICE, Ludovic TINET.

Absents excusés ayant donné pouvoir : Laurent TALON à Christophe RONGET.

Absents excusés : Pierre-Yves CAILLIATTE

Secrétaire de séance : Christophe RONGET

A L'ORDRE DU JOUR

Approbation du procès-verbal du conseil municipal du 09 juillet 2025

Le Conseil Municipal approuve à l'unanimité le procès-verbal du 09 juillet 2025.

Personnel : Création d'un poste d'adjoint technique en CDI à temps non complet suite à transfert de compétences

Vu le Code général de la fonction publique,

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.2131-2 et L.5211-4-1,

Vu la loi n° 2002-276 du 27 février 2002 relative à la démocratie de proximité (notamment son article 46),

Vu le rapport sur les incidences financières du transfert,

Vu l'arrêté préfectoral organisant le transfert de compétence à la commune de Pierrefitte sur Loire à compter du 01 août 2025

Considérant l'intérêt du projet communautaire qui vise à transférer à la commune de Pierrefitte sur Loire la propriété et donc la gestion du gîte d'étape.

En application de l'article L 5211-4-1 du CGCT, il appartient donc au Conseil municipal

- d'accepter le transfert du personnel exerçant en totalité leurs fonctions dans un service ou une partie de service concerné par le transfert de la compétence « Hébergements touristiques » à la commune de Pierrefitte sur Loire, à compter du 1er janvier 2026,

Ce transfert concerne l'emploi permanent d'un adjoint technique contractuel en CDI à temps non complet à raison de 8h25 par semaine

Le Conseil municipal, après en avoir délibéré,

* Décide le transfert du personnel concerné par le transfert de la compétence « Hébergements touristiques » à la commune de Pierrefitte sur Loire à compter du 1er janvier 2026,
* décide d'adopter la modification du tableau des emplois de la commune
* D'inscrire au budget les crédits correspondants ;
* D'autoriser l'autorité territoriale à signer tout acte y afférent ;
* De charger l'autorité territoriale à veiller à la bonne exécution de cette délibération, qui prend effet à partir du 1er janvier 2026 ;

Emplois titulaires

Filière administrative de catégorie C

Adjoint Administratif Principal de 2ème classe 1

Filière technique de catégorie C

Agent Technique à temps complet 2
Agent Technique à temps non complet (29h) 1
Emplois non titulaires :
Filière technique de catégorie C
Agent faisant fonction d'ATSEM (28h) 1
Agent chargé de la restauration scolaire (34h) 1
Agent en charge du gîte en CDI (8h25) 1

Assurance : risque statutaire

Monsieur le Maire informe le Conseil Municipal que le contrat souscrit auprès de GROUPAMA pour les obligations statutaires vis-à-vis de ses agents arrive à échéance en fin d'année. En conséquence, il est proposé de renouveler ce contrat à compter du 1er janvier 2026 aux conditions suivantes :
* L'adhésion se fait pour une période d'engagement de 5 ans soit jusqu'au 31décembre 2030
* L'échéance principale est le 01 janvier
* Le contrat est résiliable chaque année avec préavis de 3 mois.
* Les Taux applicables au 01 janvier 2026 : CNRACL 6,68% ; IRCANTEC 1,26%

Après délibération le Conseil Municipal décide de renouveler le contrat auprès de GROUPAMA à compter du 1er janvier 2026 et autorise le Maire à signer tous les actes correspondants.

Plan de financement marquage routier

Signalisation horizontale et parcours pédagogique
Suite à l'inscription au budget 2025, le Conseil Municipal ayant validé les devis de Monsieur DESMOULES, entreprise GTR, le Conseil Municipal sollicite le département au titre des amendes de police et de Solidarité départementale. Montant des dépenses :
* Marquage au sol routier : 9 537.70€ HT
* Parcours pédagogique école maternelle 650.00€ HT

Demandes de subventions

Le Conseil Municipal sollicite le département au titre des amendes de police et de Solidarité départementale.

Coût du projet		Recettes prévisionnelles	
Nature des dépenses	Montant HT	Nature des recettes	Montant HT
Marquage routier Parcours pédagogique	9 537.70€ 650.00€	Amendes de police	3056.31
		Solidarité rurale	5 093.85
		Autofinancement de la commune	2 037.54
Total	10 187.70€	Total	10 187.70€

Vente terrain MATHIEU

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal a décidé à l'unanimité lors de sa séance du 26 mars 2025 de déclasser le terrain à l'arrière de la propriété de Monsieur et Madame MATHIEU et de l'intégrer dans le domaine privé de la commune conformément à l'article L241-1 du code général de la propriété des personnes publiques.
Cette parcelle a été divisée en deux sections cadastrales AB 148 pour une surface de 436m² et AB 149 pour une surface de 53m². La parcelle AB 149 représentant un talus, ne peut être considéré comme une surface exploitable. Cette parcelle appartiendra à Monsieur et Madame MATHIEU qui auront la charge de son entretien mais elle ne sera pas comptabilisée dans la surface de vente.
Le prix de vente du terrain est donc fixé à 2 180€ TTC. Les frais notariés seront à la charge de l'acquéreur
Le Conseil Municipal à l'unanimité autorise la vente à Monsieur et Madame MATHIEU et autorise Monsieur le Maire à signer tous les documents se rapportant à cette transaction.

Mise en conformité assainissement collectif

Vu l'article L2224-8 du Code Général des Collectivités Territoriales :

« Les Communes sont compétentes en matière d'assainissement des eaux usées. Les Communes assurent le contrôle des raccordements au réseau public de collecte, la collecte, le transport et l'épuration des eaux usées, ainsi que l'élimination des boues produites. Le contrôle de raccordement est notamment réalisé pour tout nouveau raccordement d'un immeuble au réseau public de collecte des eaux usées conformément au premier alinéa de l'article L. 1331-1 du même code et lorsque les conditions de raccordement sont modifiées. A l'issue du contrôle de raccordement au réseau public, la commune établit et transmet au propriétaire de l'immeuble ou, en cas de copropriété, au syndicat des copropriétaires un document décrivant le contrôle réalisé et évaluant la conformité du raccordement au regard des prescriptions réglementaires. La durée de validité de ce document est de dix ans. »
Vu l'article L 1331-1 du Code de la Santé Publique qui impose le raccordement des immeubles aux réseaux publics de collecte disposés pour recevoir les eaux usées domestiques dans un délai de deux ans à compter de la mise en service du réseau.
Vu l'article L 1331-4 du Code de la Santé Publique qui dispose que les ouvrages nécessaires pour amener les eaux usées à la partie publique du branchement sont à la charge exclusive des propriétaires et doivent être réalisés dans les conditions fixées à l'article L. 1331-1. Ils doivent être maintenus en bon état de fonctionnement par les propriétaires.

Considérant que la Commune a l'obligation de contrôler la qualité d'exécution des branchements et peut également contrôler leur maintien en bon état de fonctionnement.
Considérant que le syndicat mixte de la Sologne Bourbonnaise propose aux communes de réaliser cette prestation.
Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré :
Décide de confier cette mission au syndicat mixte de la Sologne Bourbonnaise,
Précise que le coût du contrôle est à la charge du propriétaire de l'immeuble. Son montant est fixé par délibération par le Comité Syndical du syndicat mixte de la Sologne Bourbonnaise,
Autorise le Maire ou son représentant à signer toutes les pièces nécessaires.

Bail 10 route de Coulages

À la suite du départ des locataires du logement communal situé « 10 Route de Coulanges » il convient de fixer le montant du loyer et du dépôt de garantie. Le loyer est fixé à 415€ mensuel, il est payable d'avance le premier de chaque mois à la Caisse du Service de Gestion Comptable d'Yzeure. Le dépôt de garantie est fixé à 415 €. Le Conseil Municipal autorise Monsieur le Maire à signer le bail avec les nouveaux locataires.

Bail à ferme THEVENET

Pour faire suite au courrier de Monsieur Bernard CHARPIN, le Conseil Municipal prend acte de son départ en retraite et de la cessation à exploiter de deux parcelles en bail à ferme à partir du 11 novembre 2025.
Monsieur Baptiste THEVENET domicilié à Pierrefitte sur Loire s'installera au lieu-dit « Les Odins » à partir du 11 novembre 2025. A sa demande, le Conseil Municipal à l'unanimité consent à lui louer les parcelles communales exploitées auparavant par Monsieur Bernard CHARPIN d'une surface totale de 13ha 23ha 89a :

- ZM 46 : 3ha 06a 22ca
- ZP68 : 10ha 17a 67ca

Monsieur Baptiste THEVENET demande également la modification du bail à ferme actuellement consentie à Monsieur Pascal THEVENET afin d'ajouter son nom au bail pour une surface totale de 4 ha 64ca 49a pour les parcelles :

- ZR16 : 2ha 33ca 44a
- ZR25 : 2ha 31ca 05a

Le Conseil Municipal à l'unanimité consent à modifier le bail en cours et autorise Monsieur le Maire à signer le bail à ferme. Les frais occasionnés seront à la charge du demandeur.

Questions et informations diverses

Plantation verger et haie : Suite aux derniers échanges avec la Fédération des Chasseurs de l'Allier résumés par Xavier ANGLEYS, le Conseil Municipal approuve la mise en place d'un verger collectif et propose la plantation de ce verger dans l'espace vert du « Parking du Paradis » au sud du point tri actuel. Le Conseil Municipal souhaite également une nouvelle plantation de haie dans le prolongement de la plantation réalisée en janvier.

Elagage arbres morts : La commission voirie se réunira le samedi 13 septembre afin d'évaluer le besoin d'élagage à réaliser par entreprise au-dessus de la voirie communale. Les arbres morts sur le domaine public seront également recensés.

Logement 12 route de Coulanges : Suite au décès de Monsieur VIAL, le logement a été entièrement nettoyé par une entreprise spécialisée. Le Conseil Municipal après visite propose de demander des devis auprès des entreprises concernées pour la rénovation du logement.

Pascal THEVENOUX, Maire Christophe RONGET, Secrétaire de séance